



Déclaration unitaire au Comité Technique Local du 20 décembre 2012

Monsieur le président,

Vous convoquez aujourd'hui un comité technique pour examiner les 18 suppressions d'emplois dans notre département pour 2013.

Les personnels de la DDFIP sont exaspérés face à un quotidien bien au-delà du supportable. Chaque jour, la dégradation des conditions de travail s'accélère pendant que la qualité du service régresse et que la charge de travail explose. Les agents sont à bout de souffle sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, des restrictions budgétaires, de l'accroissement continu de la fréquentation de nos services et la menace croissante de restructurations.

De tout le réseau, remonte la lassitude, la démotivation et le ras-le-bol des collègues. L'édifice ne tient plus que grâce à la conscience professionnelle de l'ensemble des agents et à l'implication des cadres de proximité.

La suppression des 18 emplois supplémentaires s'ajoutant aux précédentes (20 emplois en 2012, 14 emplois en 2011), a été programmée dans le PLF sous couvert de « Modernisation de l'Action Publique » nouveau nom d'une RGPP prétendument abandonnée. Si les vagues précédentes ont fortement dégradé les conditions de travail, désormais c'est l'existence même de certaines missions qui se trouve menacée.

En conséquence, vous comprendrez, Monsieur le Président, que compte tenu de l'importance de nos désaccords nous ne souhaitons pas aborder dans le détail le point à l'ordre du jour. Pas plus d'ailleurs que nous ne souhaitons que vous nous l'exposiez.

C'est pourquoi, nous vous demandons de procéder au vote dès à présent. Vous ne serez pas surpris de nous voir voter unanimement contre vos propositions. Après quoi, nous quitterons la séance.

Nous vous demandons d'enregistrer notre vote unanime « contre » sur le point à l'ordre du jour de ce CTL et d'annexer la présente déclaration unitaire au procès verbal.